ACTION COMMUNISTE

publication en Belgique du Groupe Communiste Internationaliste

Dictature du prolétariat pour l'abolition du travail salarié !

"Quel écueil menace la Révolution de demain ?

L'écueil où s'est brisée celle d'hier: la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns.

Malheur à nous, si, au jour du prochain triomphe, l'indulgence oublieuse des masses laissait monter au pouvoir un de ces hommes.

Discours, sermons, programmes ne seraient encore que piperie et mensonge; les mêmes jongleurs ne reviendraient que pour exécuter le même tour, avec la même gibecière; ils formeraient le premier anneau d'une chaîne nouvelle de réaction plus furieuse !

Il ne doit pas rester un fusil aux mains de la Bourgeoisie. Hors de là, point de salut.

Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère.

Qui a du fer a du pain.

En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra.

MAIS POUR LES PROLETAIRES QUI SE LAISSENT AMUSER PAR DES PROMENADES RIDICULES DANS LES RUES, PAR DES PLANTATIONS D'ARBRES DE LIBERTE, PAR DES PHRASES SONORES D'AVOCAT, IL Y AURA DE L'EAU BENITE D'ABORD, DES INJURES ENSUITE, ENFIN DE LA MITRAILLE, DE LA MISERE TOUJOURS."

Blanqui - 1851

N° 4

Mai 1981	correspondance: B. P. 54 Bruxelles 31 1060 Bruxelles	10 FB 2 FF 1 FS

1er MAI 1981

CREVER POUR LE CAPITAL
OU
VIVRE POUR NOS LUTTES

- Aujourd'hui, plus encore qu'hier, la marionnette Eyskens remplace la marionnette Martens pour mieux jouer la <u>même pièce</u> anti-ouvrière : austérité, licenciements, restrictions, chômage, répression, paix sociale ... MISERE CROISSANTE !

- Aujourd'hui, plus encore qu'hier, les syndicats, leurs majorettes et leurs rabatteurs gauchistes saluent notre passivité et se congratulent du contrôle qu'ils exercent encore sur nous.

- Aujourd'hui, plus encore qu'hier, la bourgeoisie, ses flics et ses curés de gauche organisent la division, le morcellement de notre classe en autant de catégories possibles : ouvriers/chômeurs, hommes/femmes, belges/étrangers, ... et expulsent de plus en plus nos frères de classe immigrés.

- Aujourd'hui, plus encore qu'hier, les gouvernements, les patrons et les syndicats de tous les pays développent leur force répressive, leur terreur contre tous ceux qui auraient des velléités de lutte, prenant et massacrant des otages de l'Italie au Salvador, de l'Allemagne à la Pologne.

- Aujourd'hui, plus encore qu'hier, la bourgeoisie mondiale de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, essaie chaque fois qu'elle le peut de transformer nos luttes, notre <u>guerre</u> de classe contre son immonde esclavage salarié, en une guerre impérialiste où des prolétaires se massacrent mutuellement.

- Aujourd'hui, plus encore qu'hier, le retard et la faiblesse des luttes, d'une riposte violente, favorisent d'autant plus les sacrifices et autres misères que toutes les racailles veulent nous faire endurer.

Camarades prolétaires !

SE LAISSER FAIRE, C'EST CREVER POUR LE CAPITAL.

- Il nous faut réagir, car nous voulons vivre!
- Il nous faut riposter contre les attaques bourgeoises du patronat et des syndicats (attaques qui ne feront que s'intensifier). Et pour cela, il nous faut nous préparer, en organisant les ouvriers qui veulent dès maintenant lutter - condition à notre constitution en une réelle force autonome.
- Il nous faut réapprendre les combats révolutionnaires de notre classe qu'exprimaient les premiers mai rouges; ceux qui rejetaient de fait tout réformisme, pacifisme, parlementarisme, légalisme...en un mot tout démocrétinisme.
- Il nous faut retrouver la mémoire des"martyrs de Chicago" (1) et de tous ceux qui sont tombés depuis, dans notre lutte pour la société sans classes, pour la communauté humaine mondiale.
- Il nous faut, dès maintenant, soutenir nos camarades de Pologne, d'Italie ... et du monde entier en attaquant ici les mêmes ennemis : les bourgeois et leurs valets syndicalistes, curés, démocrates ...
- Il nous faut réutiliser nos armes de classe, tant théoriques que pratiques, pour préparer l'insurrection, la dictature du prolétariat et l'abolition du travail salarié.
- Il nous faut nous organiser, centraliser nos forces pour construire l'arme indispensable de la révolution communiste, le parti mondial.

1er mai 1981

(1) Il s'agit de l'assassinat de 6 prolétaires, pendus par la bourgeoisie à la suite d'émeutes ouvrières se déroulant à Chicago en 1886. C'est en mémoire de ces émeutes et de ce lâche assassinat que les 1er mai furent décrétés jour de lutte internationaliste du prolétariat mondial (cf. "Reprenons les combats des 1er mai révolutionnaires", in "Action Communiste"n°1).

*
* *

PROLETAIRE, SOUVIENS-TOI !

" Deux cortèges se déroulent donc ce Premier mai. L'un, celui qui peut apparaître à la surface des événements, parce qu'il s'incorpore avec la classe sociale que les circonstances actuelles font apparaître comme la force dominante : au capitalisme et son drapeau : la guerre. C'est le cortège où les ouvriers manifestent autour des traîtres socialistes et centristes*.
L'autre c'est le cortège réel du prolétariat. C'est celui qui évoque les martyrs de Chicago, celui qui se relie des camps de concentration allemands, italiens, russes, aux prisons, aux lieux de réclusion de tous les pays, le cortège auquel les cadavres innombrables d'un siècle de luttes prolétariennes donnent une vigueur historique invincible. Les ouvriers révolutionnaires qui continuent la lutte de tous nos martyrs sont aux côtés du véritable cortège du prolétariat, hors des manifestations où les traîtres peuvent parader de leur victoire car, à l'aide de toutes les institutions de répression et de corruption de l'ennemi, ceux-ci sont parvenus à avoir raison -au prix de luttes sanglantes- des ouvriers en qui ils ont provisoirement tué tout esprit de classe."

(Premier mai 1936 - Bilan, bulletin de la Fraction italienne de la Gauche communiste).

*(Bilan caractérisait ainsi à l'époque les staliniens et leurs cousins trotskystes).

A BAS LE TRAVAIL !

On nous a souvent reproché de ne pas lutter pour les revendications de "garantie de l'emploi", de "travail pour tous", etc. En effet, nous ne soutenons pas de telles revendications, nous les combattons même. Elles sont impossibles à satisfaire tant qu'existe le régime capitaliste. Lorsqu'il atteignait les sommets de sa prospérité, le capitalisme s'est montré incapable de réaliser le plein emploi. A plus forte raison, il ne peut le réaliser en période de crise. Posée comme un but à atteindre dans cette société, la revendication de plein emploi est donc utopique. Non seulement elle ne correspond à aucune perspective matérialisable, mais elle ne fait qu'obscurcir la conscience des prolétaires sur la nature réelle du capitalisme (qui ne peut exister sans crise et sans chômage). Par conséquent, ce n'est pas une utopie neutre; elle est tout entière d'un seul côté : celui de la bourgeoisie.

Le "travail pour tous" n'est pas non plus la base de la société communiste postérieure au capitalisme : le communisme n'est pas le "règne du travail", mais l'ABOLITION DU TRAVAIL. Posée comme un au-delà du régime capitaliste, la revendication du "travail pour tous" est donc réactionnaire. Elle correspond à une simple idéalisation des conditions du régime présent et ne fait que troubler la compréhension des fondements du régime futur.

COMMUNISME ET TRAVAIL

> "Dans toutes les révolutions antérieures, le mode d'activité restait inchangé et il s'agissait seulement d'une autre distribution de cette activité, d'une nouvelle répartition du travail entre d'autres personnes; la révolution communiste par contre est dirigée contre le mode d'activité antérieur, elle supprime le travail et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes."
> (Marx, L'idéologie allemande, ed. soc. page 68)

A l'époque de l'informatique et de l'automation, l'enfermement de l'activité humaine dans la forme travail apparaît vraiment comme un archaïsme :

> "A mesure que la grande industrie se développe, la création de richesses dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée, et de plus en plus de la puissance des agents mécaniques qui sont mis en mouvement pendant la durée du travail. L'énorme efficience de ces agents est, à son tour, sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production. Elle dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, ou de l'application de cette science à la production." (Marx, Grundrisse)

Le travail ne se présente plus tant comme une partie constitutive du procès de production. L'homme se comporte bien plutôt comme surveillant et régulateur vis-à-vis du procès de production :

"Avec ce bouleversement, ce n'est ni le temps de travail utilisé, ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse : c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué en un corps social; en un mot, le développement de l'individu social représente le fondement essentiel de la production et de la richesse." (Marx, op. cit.)

A ce stade de développement des forces productives, "le surtravail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, tout comme le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des forces générales du cerveau humain. La production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable et antagonique." (Marx, op. cit.)

Ce n'est pas seulement la valeur d'usage qui se voit ainsi dépouillée de la valeur d'échange; c'est aussi l'activité humaine elle-même qui se voit débarrassée de "sa forme mesquine, misérable et antagonique", de son caractère unilatéral, forcé et mutilant : le travail.

Le mouvement réel décrit par Marx est celui qui rend possible et nécessaire une forme sociale permettant à tous les membres de la société de se développer, de maintenir et d'exercer leurs facultés avec le maximum d'universalité; une société dans laquelle ce n'est plus le temps de travail, mais le temps libre qui mesure la richesse. La clé de cette perspective ne se trouve pas dans le retour à la vie primitive, mais, au contraire, dans l'utilisation du fantastique développement du savoir et de la technologie. Le communisme signifie la transformation de l'activité humaine grâce aux énormes possibilités technologiques créées par le capitalisme lui-même. Le processus de cette transformation, et par conséquent les revendications transitoires qui s'y rattachent, n'ont rien à voir avec le développement quantitatif et qualitatif du travail, mais se situent d'emblée sur un terrain antagonique : l'ORGANISATION DE LA SUPPRESSION DU TRAVAIL (une des premières mesures de la dictature du prolétariat allant dans ce sens étant la diminution générale et radicale du temps de travail).

Forme d'activité aliénée et correspondant à l'exploitation de l'homme par l'homme, le travail disparaît en même temps que s'opère une transformation profonde de l'activité humaine : au stade final de cette transformation révolutionnaire, dans la société communiste développée, les oppositions entre temps de travail et temps de loisir, entre production et apprentissage ou étude, entre production et distribution, entre jouissance et activité productive, etc., n'ont plus de sens. S'inscrivant dans cette perspective qui est celle du mouvement prolétarien réel, les communistes s'opposent nécessairement à l'IDEOLOGIE DU TRAVAIL qui est celle du mouvement capitaliste.

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL

"Le travail de l'ouvrier n'est donc pas volontaire mais contraint, c'est du travail forcé. Le caractère étranger du travail apparaît nettement dans le fait que, dès qu'il n'existe pas de contrainte physique ou autre, le travail est fui comme la peste." (Marx, Manuscrits de 1844, éd. soc. page 60)

La profonde répugnance des travailleurs pour le travail n'a pas disparu depuis l'époque où Marx écrivait ces lignes. Au contraire, l'organisation scientifique du travail (taylorisme), en appauvrissant les tâches, en achevant d'isoler le travailleur dans le procès de production, a considérablement amplifié le phénomène de fuite devant le travail. En temps de prospérité comme en temps de crise, les ouvriers pratiquent l'absentéisme, l'insubordination à l'usine et la désorganisation de la production (sabotages, ralentissements de rythmes, etc.). Ces formes de lutte de classe ne s'expliquent que par le caractère étranger du travail :

> "Le caractère extérieur à l'ouvrier du travail apparaît dans le fait qu'il n'est pas son bien propre, mais celui d'un autre, qu'il ne lui appartient pas, que dans le travail l'ouvrier ne s'appartient pas lui-même, mais appartient à un autre. Il est la perte de lui-même." (Marx, Manuscrits de 1844)

Le travail salarié est la forme spécifique de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Pour l'ouvrier, il signifie : dépossession de son produit, de son activité et de soi-même; appropriation de toutes les richesses par la classe exploiteuse. Le travail salarié n'est donc pas pour l'ouvrier un besoin naturel auquel il se soumet volontairement, mais un détour imposé par toute l'organisation de la société actuelle, détour qu'il est obligé d'emprunter s'il ne veut pas crever de faim.

Dépourvu de tout sauf de sa force de travail (de sa capacité à fournir un travail), le prolétaire n'a individuellement pas le choix : il doit travailler pour vivre. C'est seulement au niveau collectif qu'il peut tendre à manifester efficacement son refus du travail; son refus de subordonner sa vie à une forme aliénée d'activité. La "désorganisation organisée" de la production (à son point culminant : la grève), la lutte pour des salaires indépendants de la productivité, le combat des licenciés pour le "salaire intégral" et des chômeurs pour des hausses d'allocations, etc., sont autant d'expressions de la tendance du prolétariat à se réapproprier le produit social, en dehors et contre l'acceptation du travail.

Ainsi quand le capital parle aux ouvriers de "droit au travail", de "caractère intéressant du travail lui-même", etc., les ouvriers opposent leurs propres objectifs : travailler le moins possible, gagner le plus possible, c'est-à-dire s'approprier le plus de richesse sociale. Pour préserver leurs éventuelles conquêtes matérielles et les approfondir, il leur faut en plus s'emparer du pouvoir politique. Telle est l'alternative ouvrière aux mots d'ordre capitalistes de "garantie de l'emploi"et de "travail pour tous".

PERLE DE LA BOURGEOISIE

"Pour le socialisme" : au secours de la gestion du capitalisme en crise :

> "Tous les travailleurs (de Cockerill et d'ailleurs) doivent retirer leur épargne de ces banques (Générale et Bruxelles-Lambert) et la déposer à la C.G.E.R., banque publique." (sic! P.L.S., "C'est possible", janvier 81)

Misère du réformisme; du replâtrage du capital!!

à propos du MOUVEMENT D'OCCUPATION D'IMMEUBLES A BERLIN

INTRODUCTION

Le mouvement d'occupation des immeubles qui se poursuit à Berlin depuis presque un an semble s'essouffler aujourd'hui. Alors que de juillet 80 à la fin de l'année il ne cessait de s'étendre et parvenait à mobiliser de grosses manifestations contre les expulsions et pour la libération des squatters arrêtés, il n'est plus parvenu à se donner de nouvelles perspectives d'élargissement par une centralisation avec des mouvements du même type ailleurs en Allemagne et dans les pays voisins.

Or la question du logement se pose partout, et des luttes pour avoir un logement, des occupations, des grèves de loyer, existent en beaucoup d'endroits (Naples, Paris, Amsterdam, Nijmegen, Hambourg, ...). Ces luttes sont une manifestation de la riposte aux mesures d'austérité, de la tendance du prolétariat à augmenter sa part du produit social. Et contrairement à tout ce que raconte la presse allemande, il ne s'agit pas d'un "problème des jeunes, qui veulent quitter le foyer familial, vivre autrement", etc.; la lutte à Berlin, effectivement surtout menée par des jeunes, se rattache de fait au prolétariat, parce que l'occupation correspond à la satisfaction autoritaire d'un besoin ouvrier général, parce que pour mener ces occupations le mouvement doit s'affronter à l'Etat bourgeois, et il remet en cause le sacré principe de la propriété privée.

Expression de la lutte du prolétariat, le mouvement des squatters reste cependant fort isolé. La faiblesse même de la lutte du prolétariat en Allemagne est le principal facteur de cet isolement, et des difficultés du mouvement à s'étendre. Mais au sein même du mouvement d'occupation existent des entraves à un élargissement du mouvement. Ainsi du manque d'organisation, de centralisation (pour les liaisons avec les autres villes, "ils se rendent visite de temps à autre") et de discussion, entretenu par l'idéologie du "chacun son idée, son initiative, ce qui nous unit c'est simplement d'occuper les maisons". Il est par exemple significatif que la population des quartiers où se situent la plupart des immeubles occupés ne soit pas mêlée au mouvement, alors qu'il s'agit des quartiers immigrés, très pauvres, où le problème du logement se pose d'une manière aiguë pour à peu près tout le monde. Le mot d'ordre de "grève des loyers" et son organisation n'est pas repris par le mouvement.
(NB: le tract que nous publions ici essaie de répondre à ce besoin. Il ne fit hélas qu'une de ces initiatives sans lendemain, non accompagnée d'un travail

de mise en oeuvre des perspectives et positions qui y sont défendues).

D'autre part, les "alternatifs" (ramassis de gauchistes, réformistes, démocrates et pacifistes) se complaisent dans et renforce l'image donnée par la presse bourgeoise d'un mouvement de jeunes, marginal, à la recherche d'un "espace libre". Plus à Berlin que dans les autres villes de la RFA se sont développées les "occupations-remises en état". Des équipes de maçons, vitriers, électriciens, etc. sont organisées pour remettre en état les immeubles - délabrés - occupés, et tous ceux-là travaillent gratuitement! Il s'agit effectivement plus là d'un mouvement de petits-bourgeois, qui proclament "le refus de l'argent" et leur volonté de "vivre autrement" - dans le capitalisme -, qui s'habillent soigneusement de haillons et qui règlent leurs éventuels problèmes financiers en piquant de temps à autre dans les grands magasins. Ils ont créé leur "école alternative" et leurs coopératives d'artisanat ... de quoi fait baver quelques capitalistes en quête de main-d'oeuvre sous-payée ou gratuite! Toute cette "alternative" pue l'autogestion, la démocratie et l'individualisme à plein nez.

Ce type de "perspective" et d'idéologie a une influence sur l'ensemble du mouvement, mais des groupes de squatters essaient d'assumer les tâches d'auto-défense contre les expulsions (chaîne téléphonique, guet), de solidarité avec les emprisonnés par l'action directe, de mobilisation pour les actions, d'informations pratiques (comment se raccorder à l'eau et à l'électricité etc.); des petits journaux sont publiés.

La manière dont les autorités s'y prennent pour casser le mouvement a réussi en grande partie à éliminer la force de classe du mouvement. Depuis quelques mois le sénat (gouvernement de Berlin-Ouest) a changé sa politique. Après avoir plus ou moins laisser faire pendant un temps, il a commencé à réprimer le mouvement : quelques arrestations lors de manifestations et expulsions sporadiques. Cette répression, encore faible (les moyens mis en oeuvre n'avaient rien à voir avec ce qui s'est passé à Nijmegen par exemple. cf "Parti de Classe n°3), a été d'abord un facteur d'élargissement du mouvement : manifestations plus nombreuses, combatives, dirigées aussi contre le SPD (sociaux-démocrates, à la tête du gouvernement local); prises de mesures d'auto-défense; occupations alors de plus de 130 immeubles. Mais en même temps que le mouvement commençait à piétiner, le répression a augmenté brutalement et a alors été un facteur d'affaiblissement de la lutte: très nombreuses arrestations, avec lourdes peines à la clé; flicage intensif, sans cesse des patrouilles de police pour faire régner un climat de terreur ... répression et étalage de force auxquels le mouvement n'était pas préparé.

A ce moment aussi, les médias forcèrent le débat sur la question de la violence, en soi, pour ou contre, et nombreux sont ceux qui tombent dans le piège et posent la question en ces termes a-classistes: en mettant en avant soit des positions pacifistes (ne pas répondre aux provocations, se défendre par les voies parlementaires et judiciaires, ne pas effrayer la population ...); soit la nécessité de la violence à tout prix, seule arme de lutte. Or la répression contre les squatters ne fait que montrer la nécessité d'organiser la violence révolutionnaire (à moins de se retrouver tous en taule) et de lui donner des objectifs tendant à montrer la force et la détermination à la lutte, à empêcher la bourgeoisie d'agir à sa guise (d'arrêter et d'expulser). A ce niveau, le cassage systématique des vitrines de banques et de magasins de luxe faits par des petits groupes est plutôt un palliatif au manque de réelle mobilisation, il ne permet pas d'élargir le mouvement (il ne s'agit même pas de réappropriation) et il n'empêche en rien le renforcement de la répression (en plus, un grand nombre de vitrines sont déjà cassées et ne sont plus remplacées que par des panneaux en

contre-plaqué : la bourgeoisie attend simplement que ça finisse).

Aujourd'hui c'est la lutte dans les prisons contre les conditions de détention qui est à l'avant-plan. Une convergence entre l'aile plus radicale des squatters (dont beaucoup sont aussi en prisons) et les prisonniers de l'(ex-) RAF, des "Cellules rouges" et sympathisants se renforce. D'un autre côté les "alternatifs" rejoignent les humanistes qui se plaignent (y compris dans les parlements régionaux) des abus de la démocratie. C'est encore une fois le manque d'une perspective révolutionnaire, intégrant le mouvement des squatters et le regain de violence contre l'Etat bourgeois, qui permet cette polarisation croissante entre lutte armée immédiate et réformisme légaliste.

Or il existe des perspectives pour la lutte à Berlin. S'il est difficile de dire que l'objectif immédiat est de selier aux autres luttes ouvrières à Berlin et ailleurs en Allemagne, parce qu'elles sont peu présentes, il faut cependant que cette orientation soit claire pour qu'elle puisse se concrétiser dès qu'une possibilité existe. La liaison avec les autres mouvements dans les autres pays est par contre directement réalisable.

La délimitation des perspectives, mots d'ordre et méthodes de lutte sur une base de classe, qui se reconnaît comme telle, ferait aussi de la lutte sur le logement une perspective pour tous ceux qui veulent lutter. La concrétisation des positions et objectifs développés dans le tract ci-dessous serait un grand pas en ce sens.

*
* *

L E C O M B A T A E N F I N L I E U

Avec l'occupation de plusieurs immeubles à Kreuzberg, le feu couvé de la crise sociale s'enflamme ici aussi, après les combats en Pologne, à Amsterdam, à Zürich, Longwy, Izmir et Brème. Contre la machine répressive de l'Etat bourgeois, et démasquant le contrôle du mouvement des occupations par des initiatives bourgeoises et par la Liste Alternative, les occupations d'immeubles engendrent nécessairement des formes embryonnaires de la violence révolutionnaire par laquelle la société de classes périra. En effet, une partie des squatters à franchi la ligne de démarcation devant laquelle les occupants légalistes s'arrêtent. Alors qu'une partie des squatters pose déjà tendanciellement la question du bouleversement de la vie et de la société, les occupants réformistes s'entiennent à la défense de l'immeuble ancienne manière, c'est-à-dire à la défense de l'architecture des maisons de l'ancien style (autrefois appelées - et pas par hasard - "casernes à louer") qui sont esseulantes; de plus, ils s'embarrassent du respect de la propriété bourgeoise et du respect de l'Etat, sur lesquels ils veulent exercer une pression morale.

La critique pratique des rapports existants et de tous leurs dérivés ne peut se cantonner à la critique de l'assainissement. Bien plus, elle doit mettre en question l'architecture bourgeoise en général. Car dans la société capitaliste, l'homme est réduit à l'état de machine de production et de consommation, et dès lors, la ville -ancienne ou neuve- ne peut être qu'une machine dortoir. Les réformistes des "Initiatives des locataires" et de la Liste Alternative agissent cependant avec l'illusion qu'une solution humaine de la question du logement serait possible dans la société actuelle. Ils font comme si chaque aménagement de l'espace n'était pas le strict reflet des rapport généraux. En effet, l'urbanisme capitaliste ne représente que

la cimentation -au sens littéral du terme- du dépaysement et de l'isolement imposés au prolétaire, même dans ses loisirs, par les rapports de production. Dans un immeuble ancien ou neuf, les hommes soumis au capital doivent être maintenus prisonniers dans leur cellule d'habitat. Cette situation n'est pas changée par des loyers moins élevés ou par le maintien d'anciens immeubles. C'est précisément sur ce point que l'aile radicale des squatters va plus loin : chez elle apparaît la revendication d'un bouleversement de toute la vie et de toute la société. A partir de la lutte se forment des structures collectives qui annoncent la lutte contre l'isolement et la résignation. De la nécessité de maintenir et d'élargir la communauté naissante et consciente, la contradiction avec la société capitaliste s'approfondit; et on comprend que dépressions et isolement sont causés par le capitalisme et qu'ils peuvent être tendanciellement vaincus par la lutte commune et la violence révolutionnaire. Pour le moment toute la bande des serviteurs de l'Etat et des réformistes se jette sur l'aile radicale qu'elle s'efforce de diviser et de canaliser. La Liste Alternative se fait l'avocat du mouvement dans les parlements régionaux pour ainsi éveiller de nouvelles illusions et se prétendre garant de l'élimination de la misère de l'habitat vis-à-vis du public de la "gauche" élargie.

MERDE A LA PROPRIETE BOURGEOISE !

PLUS AUCUN LOYER !

Mais que faire?

Les occupants radicaux ne peuvent déléguer la propagande et le recrutement à des groupes comme la Liste Alternative. Ils doivent former eux-mêmes des comités de liaison dans d'autres quartiers, entreprises et écoles. Les occupants ne peuvent s'embarquer dans les règles du jeu de la légalité et des tractations mielleuses de compromis avec des forces ennemies. Les occupations d'immeubles doivent être étendues le plus rapidement et le plus loin possible.
Une assemblée générale régulière des squatters de toute la ville et de ceux qui sont solidaires avec eux doit être mise sur pied. A cette assemblée les adresses des maisons encore vides peuvent être communiquées, et les mesures de défense discutées.
La misère des logements n'est qu'une partie de la misère de la société capitaliste; c'est pourquoi la lutte ne peut être menée comme une lutte partielle, particulière : il faut chercher à établir des liens avec d'autres luttes contre le capital et l'Etat, dans le but de réaliser l'unité de tous les prolétaires en lutte. Ce n'est qu'ainsi que les dangers qui menacent toute lutte isolée peuvent être vaincus.
Des germes de la guerre sociale sont perceptibles dans tous les Etats du monde, à l'Ouest et à l'Est, au Nord et au Sud. Regroupons-nous pour la guerre civile du prolétariat pour le communisme!

CAMARADES! GARDEZ LE PAS, ELARGISSEZ ET ACCELEREZ!

OCCUPER LES MAISONS, OCCUPER LA VILLE, CONQUERIR LE MONDE ET CHANGER LA VIE!

Aux lecteurs,

Camarade, une telle revue ne peut remplir pleinement sa tâche de guide, d'organisateur de l'action communiste, sans la participation active de ses lecteurs et sympathisants. Toute contribution matérielle, théorique, critique, ... nous est une aide dans la construction d'un réel outil de la lutte révolutionnaire.

Utilise ces matériaux! Ils ne sont la propriété de personne; ils font partie du patrimoine, de l'expérience accumulée d'une classe qui vit, qui lutte pour supprimer sa propre condition de salariée et par là, toute division en classes, toute exploitation. Diffuse ces textes, discute-les, reproduis-les.

De notre part, nous appuyons inconditionnellement tous les prolétaires qui sont en lutte pour affirmer leurs intérêts mondiaux et autonomes de classe, contre la bête capitaliste, contre son Etat, contre sa démocratie, contre ses partis et syndicats pseudo-ouvriers qui en perpétuent la survivance.

Si nos positions t'intéressent, si tu veux en dicuter, travailler avec nous, prends contact avec le Groupe Communiste Internationaliste à la Boîte Postale 54
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Si vous voulez prendre connaissance de nos approfondissements programmatiques, nous vous proposons la formule d'abonnement suivante à nos revues :
Le Communiste, organe central en français du GCI : 300 FB, 40 FF, 20 FS, 750 Ptas pour 10 exemplaires (paraît quatre fois l'an)
et/ou
Comunismo, organe central en espagnol du GCI : 200 FB, 30 FF, 15 FS, 500 Ptas pour 5 exemplaires (paraît trois fois l'an)

Les souscriptions et abonnements doivent être versés au CCP 000-0386683-41 de M. Milants à 1170 Bruxelles (indiquer ces données complètes, avec la mention de la raison du versement).

Sommaire de Le Communiste n°9
- Espagne: A genoux devant la démocratie
- Fasciste ou antifasciste: la dictature du capital, c'est la démocratie
- Notes sur la situation en Europe de l'Ouest
- Correspondance
- France: le PCF et l'immigration
- Mémoire ouvrière: 60-61, le prolétariat affronte l'Etat bourgeois, son armée, ses partis, ses syndicats

Sommaire de Comunismo n°6
- Espagne: A genoux devant la démocratie
- Lutte de classe au Salvador
- Nous soulignons...
- Mémoire ouvrière: La Gauche Communiste au Mexique (1938)

Sommaire de Partide Classe 3
- Immigration et logement
- On nous parle de paix!

Racisme/anti-racisme: Une même campagne contre les ouvriers immigrés !!!

Ces dernières années, alors que le racisme a toujours été soigneusement entretenu et maintenu latent dans la société, les luttes raciales ressurgissent avec vigueur. Les haines raciales éclatent pour donner caution à des expulsions massives de prolétaires immigrés, ou pour aboutir à l'organisation de milices-commandos qui sillonnent les quartiers à forte concentration d'immigrés, pour y mener les ratonnades et y maintenir un climat de terreur. Si la campagne du P.C.F. en est un exemple caricatural, ailleurs cela se fait parfois encore de manière plus discrète. En Belgique, par exemple, sous un climat de campagne de démocrates anti-racistes, les expulsions sont nombreuses, mais l'information en est encore soigneusement filtrée.

Le racisme, s'il existait déjà avant lui, est une expression de la capacité du capital à entretenir et envenimer des différences réelles pour assurer sa domination. Ces inégalités de fait que les hommes sont différents sont élevées en catégories immanentes et morales, et transformées en antagonismes. Lorsque le capital arrachera les noirs africains de leur communauté d'origine pour les soumettre à l'esclavage, le mythe de la supériorité blanche donnera la caution nécessaire au traitement inhumain réservé aux races "sauvages" et "non-chrétiennes". Et dans leur révolte, les bourgeoisies locales canaliseront les luttes contre les colonisateurs blancs pour occulter l'exploitation du prolétariat entretenue par elles. Dans les pays en crise, le prolétaire immigré, minorisé, marginalisé, sera la cible toute trouvée au mécontentement des ouvriers locaux pour expliquer la dégradation de leurs conditions de vie.

*
* *

Particulièrement en période de crise, les objectifs de toutes les fractions bourgeoises, syndicales ou staliniennes, sont d'aviver le racisme en accusant les immigrés de "voler" le travail aux "nationaux", de faire la concurrence qui fait baisser les salaires, d'être des parasites au chômage. Le capital, dans sa course effrenée pour les profits, engendre toutes des différences catégorielles entre les hommes et les idéologise pour envenimer les rapports entre ces catégories : cela évite la cristallisation de la société en classes antagoniques et assure la perpétuation du fonctionnement du capital.

Maintenir une société où règne l'harmonie des citoyens au service du capital, tel est le but des campagnes anti-racistes actuelles mises sur pied par tous les démocrates. Leur fonction n'est que de glorifier l'immigré bon citoyen, de l'intégrer en lui octroyant les droits de n'importe

quel autre citoyen, et d'exclure les autres qui sont potentiellement dangereux pour la stabilité de la domination de classe. En les isolant et en les excluant, le danger de les mêler aux autres éléments combatifs de la classe révolutionnaire est écarté du même coup.

L'anti-racisme de la bourgeoisie est tout basé sur les grands sentiments idéalistes, sur l'humanisme le plus scélérat. C'est un anti-racisme tout empreint de racisme lorsqu'il s'agit de faire appel à l'ouvrier blanc pour qu'il reconnaisse dans son infinie mansuétude (appelée pudiquement "compréhension") les autres races. Le ton est donné : opposons les races, les classes ne s'y retrouvent pas.

Pleine de mansuétude, la bourgeoisie condescendante demandera aux peuples de s'accorder ces vétilles : c'est peut-être la garantie de leur soumission reconnaissante? Car c'est toujours la fraction dominante (sûre de sa supériorité) qui pourra se permettre de "reconnaître" une culture, une race, une langue. Les exploités,dans les luttes pour briser les chaînes de l'esclavage, ne revendiquent rien : ils prennent; ils ne "reconnaissent" rien, sinon leur force à casser l'ennemi de classe. Alors que la lutte anti-raciste des communistes est la mise en pratique de la solidarité de classe, la veulerie anti-raciste de la bourgeoisie fait appel à l'opinion publique, soumise par définition à la démocratie, stigmatise les différences raciales pour que frères de classe ne puissent s'identifier mais qu'ils puissent s'égorger pour le plus grand profit d'une bourgeoisie béate.

Les fractions bourgeoises de toute tendance partent de la situation réelle misérable des ouvriers immigrés pour canaliser les luttes sur les particularismes de leurs conditions. De leur condition d'exploités, on fera une question morale d'idéal d'hommes égaux, on les fera lutter sur le terrain des droits. Occultant la communauté d'intérêt qui existe entre tous les prolétaires , de briser les chaînes de l'esclavage salarié, quelles que soient les divisions mises en avant par la bourgeoisie, cette dernière utilise au contraire ces barrières catégorielles de statuts, races, nations, pour désamorcer tout le contenu subversif de la lutte. Elle mobilise sur tous les incidents raciaux en les braquant sur l'obtention des droits et des libertés.

En Belgique, le ton des campagnes anti-racistes est donné depuis les attentats des fascistes du"front de la jeunesse" : c'est une succession de déclarations humanistes d'hommes politiques de toute tendance réclamant le "droit à la différence". Les parlementaires vont jusqu'à faire adopter une loi condamnant tout propos ou attitude raciste. Le bel exemple donnant bonne conscience aux démocrates : on pourra expulser, mettre en prison, torturer, du moment que le prétexte ne soit pas ouvertement racial. La ségrégation continuera et le mythe des immigrés parasites et sales sera perpétué, mais l'immigré bon citoyen sera protégé puisqu'il existe une loi : les autres, c'est parce que ce sont des provocateurs.

Le droit de vote et l'égalité des droits en général permet aussi de maintenir les luttes dans le cadre strict de l'ordre bourgeois par l'illusion entretenue que ces droits obtenus permettront un réel changement des conditions de vie. Mais la réalité pour celui qui veut voir est parlante : il suffit de prendre l'exemple des Etats-Unis. Il y existe en diverses villes des quartiers ghettos de portoricains ayant tous les mêmes droits que n'importe quel citoyen américain. Pourtant, ils sont parmi les premières victimes de la crise, vivent le chômage en masse, croupissent encore toujours dans leurs bidon-villes et subissent continuellement la ségrégation.

Plus près, l'Angleterre a donné la citoyenneté britannique aux prolé-

taires venant des pays du Commonwealth du temps où il existait encore. Les émeutes de Brixton viennent de nous révéler avec force les changements de conditions de vie que cela a occasionnés. Les émeutes ont montré que dans ces quartiers en ruines, les habitants étaient déjà organisés pour se protéger des attaques répétées des flics et des fascistes du WASP. Et de plus, elles sont l'exemple flagrant que cette lutte est celle de tous les exploités, quelle que soit la couleur de leur peau. Blancs, noirs, tous y sont intimement solidaires, y luttent côte à côte contre les flics. Le problème racial est greffé sur cette lutte de classe pour tenter de la désamorcer, de la détourner. L'idéologie filtre les médias pour ne laisser passer que ce qui la reproduit.

Tous les bourrages de crânes les plus racistes soient-ils se font en plus au nom de l'anti-racisme, pour que l'intégration soit plus aisée. Si la Belgique se veut la plus libérale en ce qui concerne l'immigration, elle n'en a pas moins arrêté depuis 1976 l'octroi des permis de travail. En France, la "reconnaissance" des immigrés est en voie de réalisation : la bourgeoisie revendique, de la droite à l'extrême gauche, le contrôle de l'immigration pour mieux les intégrer. Il s'en suit naturellement un fichage systématique, la débusquation plus aisée des éléments à reconduire à la frontière. Si de toutes parts s'élèvent des critiques virulentes contre le P.C.F., il ne s'agit que de critiques de formes et non de contenu des campagnes racistes. Si la plupart des grands partis bourgeois modèrent et nuancent leurs discours pour la crédibilité comme pour la campagne électorale, le P.C.F. dépasse le simple problème parlementaire de rassembler le plus possible de voix pour organiser les prolétaires afin d'affronter leurs frères de classe dans la tentative de résolutions bourgeoises à la crise : produire français, sauvegarder l'emploi des français pour les français, etc. Outre la pêche électorale, le P.C.F. vise donc à obtenir une influence et une force réelle au sein des prolétaires. Il organise alors les commandos qui mènent les ratonnades au sein des foyers immigrés, expulsent ceux-ci de force des bâtiments pour la "défense du peuple". De l'autre côté, les fractions bourgeoises organisent l'expulsion, la lutte pour les droits égaux pour les travailleurs "honnêtes et sincères" et le contrôle de l'immigration...

Là où la lutte de classe contraint les prolétaires à imposer un rapport de forces à la bourgeoisie, où la seule solution pour en finir avec toute l'exploitation et la misère matérielle qui en découle est de recourir à la force organisée, la bourgeoisie désamorce cette potentialité révolutionnaire pour annihiler la classe dans des luttes pour l'obtention de droits supplémentaires, garanties mythiques de l'amélioration des conditions d'existence. Ce faisant, la bourgeoisie met l'accent sur les particularismes réels qui, envenimés, placent les prolétaires sur le terrain de la concurrence.

Les communistes, oeuvrant pour l'anéantissement de la société capitaliste, ont tout intérêt, au contraire, à mettre l'accent sur le côté subversif de la société : la communauté d'intérêt qui place tous les prolétaires sur le même pied face à l'exploiteur. Cette communauté d'intérêt qui est la condition d'exploitée de la classe ouvrière, et qui dépasse les différences de races ou de nationalités. Cette communauté d'intérêt qui s'exprime dans la lutte lorsque les prolétaires arrêtent et sabotent la production, lorsqu'ils rejettent la défense de l'économie nationale et la paix sociale signifiant l'alourdissement des chaînes de l'esclavage.

CONTRE - LA GUERRE IMPERIALISTE
- LA JUNTE
- LE FRONTE DEMOCRATICO REVOLUCIONARIO et
LE FRONTE FRARABUNDO MARTI PER LA LIBERACION NACIONAL

SOLIDARITE AVEC LE PROLETARIAT AU SALVADOR!

La bourgeoisie mondiale tente de liquider la lutte autonome du prolétariat au Salvador, en transformant la région de l'Amérique Centrale et des Caraïbes en un nouveau champ de bataille de la guerre impérialiste.

La junte avec son Unité Populaire Démocratique et le Front Démocratique Révolutionnaire avec son bras armé le Front Frarabundo Marti pour la Liberation Nationale sont et ont toujours été des ennemis du prolétariat.

Hier, ces deux composantes appuyaient et/ou participaient à la junte d'octobre 1979. Aujourd'hui, la bourgeoisie essaie de polariser la société sur l'opposition entre les mêmes composantes de ces deux fractions du capital.

Prolétaires, n'oubliez pas que les actuels opposants du Front Démocratique Révolutionnaire: la Social-démocratie Internationale, l'Union Démocratique Nationaliste (bras légal du stalinien Parti "Communiste" Salvadorien), le Mouvement Social-chrétien (majorité de la démocratie chrétienne), les syndicats adhérents au Foro Popular, les Universités, les Eglises, la majorité des organisations populaires (1), etc. ont appuyé la politique réformiste et terroriste menée par la junte d'octobre 1979 contre le prolétariat.

En affrontant, à la fin de '79, cet énorme front populaire gouvernemental, appuyé par toutes les grandes instances du capital international: l'Etat Nord Américain et ses laquais, l'Internationale socialiste, l'Internationale de Moscou, la Démocratie chrétienne internationale, etc. ... les prolétaires au Salvador ont donné un fameux exemple au prolétariat mondial! Exigeant 100 % d'augmentation des salaires et d'autres revendications classistes, alors que la bourgeoisie unifiée n'"offrait" que la réforme agraire, les nationalisations, ... cette lutte révolutionnaire a une fois de plus indiqué le chemin que devra prendre la réalisation des intérêts ouvriers:

l'autonomie totale du prolétariat à l'égard de toutes les forces bourgeoises et des réformes capitalistes!

Le programme de la bourgeoisie est toujours le même: réformes agraires, nationalisations des banques, du commerce extérieur, etc. et parallèlement la répression terroriste contre les prolétaires qui luttent pour leurs intérêts de classe. Celui-ci a été le programme de la junte d'octobre; il est le programme de l'actuel front gouvernemental et il a déjà été annoncé comme celui du Front Démocratique Révolutionnaire.

Non seulement le programme est toujours le même, mais les organisations et les hommes le sont également: Guillermo Ungo, homme clé de la junte d'octobre, grand chef de la Social-démocratie internationale, est l'actuel chef du FDR.

Il est un mensonge intégral: celui qui prétend que les ouvriers au Salvador se battent pour le FDR. En réalité, ils se sont toujours battus contre son programme, ses partis, ses hommes.

Ouvriers de Belgique, ouvriers d'Europe, la solidarité avec nos frères de classe au Salvador ne passe pas par des campagnes de soutien au FDR (et le FFMLN) ennemis de toujours du prolétariat au Salvador, ... les mêmes que nos propres ennemis social-démocrates, staliniens, populistes, démocrates-chrétiens, ...

La solidarité de classe passe au contraire par une intensification de la lutte contre nos propres exploiteurs liés par 1000 liens économiques, politiques, militaires, ... aux responsables directs du terrorisme anti-prolétarien au Salvador, qu'ils soient dans l'opposition ou dans le gouvernement.

Nos ennemis sont exactement les mêmes. C'est en luttant contre un Eyskens que nous luttons en même temps contre un Reagan ou un Brejnev, que nous luttons aussi contre un Napoleon Duarte -actuel président démocrate-chrétien de la junte au Salvador- ou un Guillermo Ungo -chef du Fronte Democratico Revolucionario-.

Prolétaires, combattons tout appui logistique qui contribue à développer la guerre impérialiste et anti-prolétarienne au Salvador; dénonçons à tous nos frères de classe du monde entier tous les envois d'armes, d'hommes, d'argent qui aide la junte ou le FDR à massacrer les prolétaires au Salvador; empêchons si possible cet appui matériel de la bourgeoisie internationale en utilisant les méthodes d'action directe de notre classe.

Camarades, préparons la guerre révolutionnaire contre toute la bourgeoisie unie: ses partis chrétiens, "communistes", "socialistes", démocratiques, populaires, de l'ordre, de la "révolution".

Construisons l'organisation mondiale du prolétariat, le Parti de la révolution mondiale.

VIVE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE POUR LE COMMUNISME.

Note (1)
Cela est applicable au Front d'Action Populaire Unifié -FAPU- (et aux Forces Armées de Résistance Nationale -FARN-), aux Ligues Populaires du 28 février -LP 28- (et au Parti de la Révolution Salvadorienne -PRS-, et à l'Armée Révolutionnaire du Peuple -ERP-), au Mouvement de Liberation Populaire (et le Parti Révolutionnaire des Travailleurs d'Amérique Centrale - PRTAC) qui d'une façon ou d'une autre, dont l'appui critique, ont soutenu la junte d'octobre; mais non au Bloc Populaire Révolutionnaire qui, à l'époque, représentait une réalité différente et ne participait pas comme aujourd'hui à un front contre-révolutionnaire.
Pour une analyse plus complète nous vous renvoyons à l'article paru dans Comunismo n°6 et à l'article à paraître dans Le Communiste n°10.

LES QUELQUES TENTATIVES D'ORGANISATION DE LA LUTTE AUJOURD'HUI ONT DEJA BEAUCOUP D'ENNEMIS !

"Petit groupe compact, nous suivons une voie escarpée et difficile, nous tenant fortement par la main. De toutes parts nous sommes entourés d'ennemis, et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, précisément afin de combattre l'ennemi et de ne pas donner dans le marais d'à côté dont les hôtes, dès le début, nous ont blâmés d'avoir formé un groupe à part et préféré la voie de la lutte à la voie de la conciliation." Lénine-"Que Faire"

Le moins qu'on puisse dire sur la situation actuelle, c'est que la bourgeoisie profite du manque de résistance de la classe ouvrière pour poursuivre son offensive anti-ouvrière. Il faut être aveugle ou démagogue pour prétendre qu'aujourd'hui les luttes ouvrières ont pu s'organiser en une réelle riposte aux plans de la bourgeoisie. Les mesures d'austérité se succèdent et se renforcent à un rythme accéléré. Les mouvements de grève dans le textile et dans la sidérurgie n'ont en rien ébranlé la logique implacable du capitalisme qui ne nous réserve que licenciements, baisses des salaires, ... Seuls les syndicats et autres contre-révolutionnaires qui oeuvrent à maintenir la combativité ouvrière dans le respect de la paix sociale, qui oeuvrent à la démobilisation des forces ouvrières, proclament haut et fort que les "acquis sociaux" sont préservés et que le partage plus équitable des sacrifices est une victoire de la classe ouvrière.

Mais ce matraquage idéologique ne couvre pas tout le grondement de la révolte ouvrière, leurs appareils coercitifs n'étouffent pas toute volonté de lutte. Malgré le constant travail de sape opéré par les syndicats, des tentatives d'organisation de la lutte se manifestent. Des prolétaires ou groupes de prolétaires tentent de se libérer de l'emprise syndicale pour sortir de l'impasse du système de concertation sociale qui ne profite qu'à la bourgeoisie, pour sortir du cirque des "actions" syndicales qui ne mènent à rien.

Cette volonté de reprendre la réelle lutte de classe passe par l'organisation en dehors des syndicats (et de toute autre structure de l'Etat bourgeois) et la réappropriation des méthodes et revendications classistes:

l'organisation de l'action directe pour imposer le refus de la politique d'austérité, de paix sociale et de solidarité nationale.

C'est cette volonté qu'exprime aujourd'hui l'existence des groupes tels que "Des chômeurs en lutte", "Chantier", "Union des Travailleurs en Lutte", ...

* * *

Malgré le petit nombre de ces regroupements et leur faible impact aujourd'hui dans la lutte, leur action est néanmoins suffisante pour indisposer de soi-disant révolutionnaires. Ainsi, le regroupement "des chômeurs en lutte" (que nous avons déjà présenté dans Action Communiste n°3) s'est déjà attiré les foudres de courants contre-révolutionnaires tels que celui "des femmes contre la crise" ou passif-istes tels que celui du "C.C.I."

Dans "Que Faire", Lénine combattait autant les uns que les autres: et ceux qui épuisaient la lutte ouvrière en un activisme économiste (caricaturé aujourd'hui par les syndicats, gauchistes, ...) et ceux qui concluaient des faiblesses du mouvement un nécessaire ravalement des tâches des communistes (caricaturé aujourd'hui par le CCI); en désarticulant entr'autres une de leur fétichisation commune: le culte du spontanéisme.

- Les uns, sous prétexte d'être "concret", "populaire", "radical", "socialiste" ou même "révolutionnaire", essaient de faire d'une situation objectivement subversive -la masse grandissante des chômeurs et les mesures d'austérité qui les visent particulièrement- un refrain réformiste.

A l'organisation autonome des éléments en rupture de toute la merde traditionnelle, au regroupement des prolétaires combatifs sur des positions de classe, ils opposent l(a'ré)intégration dans la "gauche syndicale" pour y faire une pression critique sur les bonzes syndicaux. A l'action directe, ils opposent les concertations, palabres, actions/enterrements. A la lutte pour l'amélioration des conditions de vie de tous, ils opposent une meilleure répartition des sacrifices. A la défense des revendications ouvrières, ils opposent un appel à une meilleure gestion du capital.

Ainsi, face à l'agitation croissante dans les files de pointage, les gauchistes se sont empressés d'y mettre bon ordre, c'est-à-dire, d'assomer les chômeurs de campagnes ronflantes, publicitaires sur la défense des droits des chômeurs pour mieux renforcer les illusions démocratiques et sur la défense de revendications bien particulières pour chaque catégorie de chômeurs (femmes, jeunes, ...) pour mieux renforcer les divisions corporatistes. Ainsi se sont constitués le comité des sous-statuts, le front des femmes contre la crise, ... jusqu'aux comités de chômeurs de la FGTB, ... tous bien isolés selon leurs problèmes "spécifiques" ou quartier par quartier, ... tous bien décidés à enrayer les tentatives d'organisation autonome de classe comme celle "des chômeurs en lutte" qui ne se préoccupe non pas de droits mais de force, non pas de divisions mais de l'unification de la lutte des chômeurs à celle de toute la classe ouvrière.

- Les autres, pour justifier leur inaction, leur refus de travailler à la préparation des luttes, ont dû trouver prétexte du peu de mobilisation exercée par ce groupe et du soutien ouvert et actif du G.C.I. auprès de ce groupe pour dénigrer et calomnier cette tentative d'organiser les chômeurs en lutte.

Ainsi, le CCI n'a pas trouvé mieux que de supputer une magouille, un artifice, une prise de pouvoir abusive, une substitution à la lutte et à la conscience des masses ouvrières pour condamner le regroupement "des chômeurs en lutte".

C'est avec une argumentation le plus souvent étayée de critères moraux, démocrates et de mépris hautain que le CCI rejette toutes les tâches d'organisation de la lutte. Contrairement à la nécessaire vérification de la théorie par la pratique, le CCI préfère interpréter la réalité pour confirmer ses analyses préalables, quitte à utiliser ragots, calomnies, "oublis", mensonges, ... pour faire coller la "réalité" à ses dires. Voici un exemple de ce que la méthode révolutionnaire devient aux mains du CCI: l'argument "massue" utilisé pour condamner la pratique "des chômeurs en lutte" est de prétendre que ceux-ci feraient front commun avec les contre-révolutionnaires comité des sous-statuts et front des femmes contre la crise; ne prenant même pas la peine de se renseigner sur l'activité réelle "des chômeurs en lutte", le CCI préfère brandir ces mensonges pour justifier son refus de diffuser tracts et affiches avec lesquels ils affirmaient être en accord total ?! Après ça, ils pourront encore utiliser comme "argument" le fait qu'ils sont systématiquement exclus des "chômeurs en lutte", de l'"union des travailleurs en lutte", d'assemblée d'ouvriers à Longwy, ... pour condamner l'existence de ces regroupements!

A chaque fois qu'il s'agit de concrétiser les nécessités organisatives de la lutte de classe, ces soi-disant révolutionnaires évoquent l'anti-substitutionnisme pour rejeter toute initiative de minorités agissantes:

"Il est dangereux de s'imaginer que le rôle des comités ouvriers est de préparer la lutte artificiellement, sur des bases minoritaires et de formuler une plate-forme revendicative qui risque ... de figer le mouvement, ..."

"En aucun cas, les groupes ou cercles ouvriers n'ont à se substituer à la participation massive et active de tous les ouvriers à la lutte et à mener la lutte, son organisation, sa coordination à la place de leurs camarades."

Et c'est avec ça qu'il faut "jeter les bases de l'action la plus immense qu'ait jamais accomplie l'humanité: la révolution prolétarienne"! Heureusement qu'ils précisent: "Une telle action n'est pas une utopie." !!

Voilà comment le CCI procède pour ne pas répondre aux nécessités de la lutte aujourd'hui et donc de la révolution de demain.

Pour eux qui ramènent le marxisme à leur attitude expectative face à la lutte, ils ne peuvent évidemment percevoir cette expression fondamentale de la lutte qu'est la constitution de noyaux ouvriers d'avant-garde que comme une donnée artificielle et activiste. Et au nom de la condamnation de l'activisme, c'est toute l'activité de classe qui est condamnée. Car sans action minoritaire de préparation à la lutte, il n'y a pas de "mobilisation massive et active" pour la révolution prolétarienne. Et ce n'est pas nous qui en avons décidé ainsi, mais c'est la situation qui ne nous permet pas de faire autrement.

Ce que le CCI ne veut pas voir, c'est que prendre en charge les tâches organisatives de la lutte inclut une réflexion politique non pas "sur soi" (sur leur plate-forme) comme il le préconise, mais sur la pratique quotidienne directement rattachée à toute la vie du mouvement ouvrier, ses acquis, ses ennemis, ... Mais pour le CCI, il est plus facile de taxer toute activité minoritaire de classe de bavardage activiste. Cette "méthode" lui évite de se poser la question de savoir par exemple: quelles sont les bases de regroupement "des chômeurs en lutte", quelles sont leurs méthodes de lutte, leurs revendications, ... ? Agir minoritairement (peu importe sur quelles bases) devient en soi une entrave au développement massif de la lutte! Formuler des revendications (quelles qu'elles soient) devient en soi une fixation économiste! Coller des affiches (quel qu'en soit le contenu) devient en soi un acte gauchiste! "Misère du formalisme"!!!

Une attitude uniquement contemplative et passive serait encore un moindre mal pour la lutte. Mais le CCI, en rejetant les tâches élémentaires de la lutte de classe, oeuvre à la démobilisation des prolétaires combatifs en rupture avec les pratiques syndicales et gauchistes. Condamnant toute initiative de ces minorités agissantes, n'offrant pas d'alternative au marasme syndicaliste, ils découragent et sabotent les tentatives d'organiser la lutte sur des bases de classe. En ce sens, ils jouent le même rôle que les gauchistes, les uns et les autres rabattent les meilleurs éléments de la classe vers les syndicats.

* * *

Pour nous, GCI, il n'est pas question de faire n'importe quoi, n'importe comment, n'importe quand. Mais la base de regroupement de prolétaires en lutte ne peut pas être la plate-forme de tel ou tel parti. Elle doit répondre aux exigences de la lutte aujourd'hui, poser clairement mais concrètement les démarcations politiques qui séparent la lutte de classe de la non-lutte.

Les bases de regroupement "des chômeurs en lutte" répondent aux problèmes posés par la lutte aujourd'hui, au "comment s'organiser?" et "pour quoi faire?" Si vous voulez prendre connaissance du résultat de cette réflexion politique au sein "des chômeurs en lutte", lisez leur bulletin n°1 qui vient de paraître. Après six mois d'existence, le groupe a estimé nécessaire d'assurer une continuité dans son travail, notamment par la publication d'un bulletin qui rassemble des textes sur la lutte des chômeurs et de la classe ouvrière en général. C'est dans la première partie de ce numéro qu' une synthèse de ses réponses à la question "quels sont nos buts et moyens d'action aujourd'hui?" est donnée.

D'autre part, nous pensons qu'il est nécessaire de tirer un bilan de l'activité "des chômeurs en lutte" pour tirer un maximum de leçons de cette expérience. Cette analyse fera l'objet d'un prochain article.

Notes:

Pour une critique plus complète du CCI nous rappelons aux lecteurs que nous avons déjà publié une brochure "Rupture avec le Courant Communiste International".

Adresse de contact "des chômeurs en lutte": B.P. 110 - Bruxelles 4 - 1040 Bruxelles.

Le GROUPE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE organise régulièrement des réunions de lecteurs pour discuter et approfondir les sujets abordés dans nos revues, et en général les thèmes d'actualité et de développement programmatique.

Ces réunions se basent sur des exposés, des critiques d'articles et des textes du mouvement ouvrier.

La prochaine réunion aura lieu le 30 mai à 14 heures et aura pour thème: LE PARTI COMMUNISTE MONDIAL, ARME INDISPENSABLE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE!

Si tu désires y participer, en connaître le lieu écris-nous à la B.P. 54 - Bruxelles 31 - 1060 Bruxelles.

A BAS LA PAIX SOCIALE !

Ils ont signé! La concertation sociale est sauvée. Syndicats et patronat ont conclu un traité de paix. Ces gens-là savent s'entendre quand leurs intérêts sont menacés : diminution des salaires, planification des licenciements, réduction des allocations de chômage, ... Voilà ce que nous devrions accepter! Et dans le calme!

Le seul "mérite" de l'accord interprofessionnel est de montrer ouvertement à ceux qui avaient encore des illusions sur les FGTB, CSC et Cie, que les syndicats ne sont rien d'autre que des gestionnaires des intérêts capitalistes En bons gestionnaires du capital, ils savent fort bien que seule une augmentation de l'exploitation des ouvriers peut leur permettre de retarder l'inévitable effondrement de leur économie nationale.

C'est pour "sauver la Belgique", "la région" ou "l'entreprise" que nous devrions accepter rationalisations, baisse des salaires et allocations, augmentation de l'intensité du travail, heures supplémentaires, expulsion des travailleurs immigrés, etc

FOUTONS-NOUS DONC DE LA BELGIQUE ET DE SON ECONOMIE !

DONNONS RAISON A NOS LUTTES contre leurs plans d'austérité, refusons tout sacrifice, défendons-nous ET PREPARONS AINSI NOTRE AVENIR: la destruction de cette société de misère et d'oppression, par l'insurrection, par la dictature mondiale du prolétariat pour l'abolition du salariat.

Toute concertation, conciliation se fait sur notre dos. A leur "solidarité nationale" opposons notre SOLIDARITE DE CLASSE entre tous les prolétaires, par-dessus les barrières de statut, de langue, de sexe, de nationalité, ...

La lutte CLASSE CONTRE CLASSE, FORCE CONTRE FORCE, telle est la seule alternative à leurs plans de misère.

Refusons de subir une nouvelle dégradation de nos conditions de vie :

- en rejetant tout sacrifice,
- en nous organisant en force autonome, en dehors et contre toutes les structures de l'Etat bourgeois,
- en coordonnant nos efforts d'organisation, élément indispensable à la généralisation de nos luttes, à l'unification de nos revendications et de nos forces,
- en réapprenant les méthodes de la lutte ouvrière: la grève la plus large possible, sans préavis ni limitation d'aucune sorte, les piquets volants, l'auto-défense ouvrière, le sabotage, les manifestations combatives, ... par l'ACTION DIRECTE !

PAIX SOCIALE = PAIX DU CAPITAL

Pas de solidarité avec "nos" exploiteurs. Refusons tout sacrifice.
Contre toutes les divisions : UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !
Organisons-nous en dehors et contre les syndicats.
Action directe contre le capital et ses larbins.

Groupe Communiste Internationaliste - B.P. 54, Bruxelles 31, 1060 Bruxelles.
Lisez notre presse: ACTION COMMUNISTE publication en Belgique du G.C.I.,
LE COMMUNISTE/COMUNISMO organe central du G.C.I.

Ne pas jeter sur la voie publique; donnez-le plutôt à quelqu'un d'autre.
Editeur responsable : M. Alvarez, 8 rue des Phlox, 1170 Bruxelles.